

Un plan européen qui confirme la domination germanique

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 17 avril 2020

Source [Boulevard Voltaire] Un plan de lutte contre la crise du coronavirus a été validé par les ministres des Finances de la zone euro : 540 milliards d'euros pourront être injectés pour soutenir l'économie. Trois moyens de financement sont mis en œuvre.

Le Mécanisme européen de stabilité (MES) est activé pour un montant de 240 milliards d'euros. Ensuite, la Banque européenne d'investissement (BEI) prévoit d'accorder 200 milliards d'euros de prêts aux entreprises. Enfin, la Commission européenne prévoit 100 milliards d'euros pour le financement du chômage partiel, comme le rappelle *Capital*.

Les divergences ont été surmontées. Les Pays-Bas souhaitaient, en contrepartie de l'aide du MES, que les pays bénéficiaires réalisent des réformes. Cette exigence n'a pas été maintenue. Par ailleurs, les corona bonds n'ont pas été acceptés malgré les demandes de la France, de l'Italie et de l'Espagne. Ces obligations mutualisées entre pays européens ont été refusées par les Pays-Bas, l'Allemagne et des pays scandinaves.

Les fonds du MES sont des prêts que les États bénéficiaires devront rembourser avec intérêts. Il faut savoir que les pays membres de la zone euro ont financé le MES. Ainsi, la France a été contributrice pour un montant de 142,7 milliards d'euros versés à partir de 2012. Le conseil d'administration du MES est présidé par l'Allemand Klaus Regling. Les autres membres décisionnaires sont l'Allemand Rolf Strauch, le Hollandais Kalin Anev Janse, l'Anglais David Eatough et le Français Christophe Frankel.

Les fonds propres de la BEI ont été apportés par les pays européens. Ainsi, la BEI a été capitalisée à hauteur de 47 milliards d'euros par la France. Le comité de direction de la BEI est présidé par l'Allemand Werner Hoyer.

Les dépenses habituelles de la Commission de Bruxelles sont de l'ordre de 140 milliards par an. L'annonce d'un engagement de 100 milliards correspond environ à ce qu'il reste à engager au mois d'avril après trois mois de dépenses. La Commission européenne est présidée par l'Allemande Ursula von der Leyen. On peut constater que l'Allemagne a bien verrouillé les instances décisionnaires européennes.

En résumé, la France a investi 143 milliards dans un « machin » et 47 milliards dans une banque, soit au total 190 milliards d'euros. On a certainement une cause du manque d'investissement en France pour les hôpitaux, les prisons, les commissariats, l'armée, etc. Il a fallu financer la technostructure européenne. De plus, le Centre de politique européenne a publié, en 2019, une étude sur les gagnants et les perdants de l'Union européenne. La France aurait perdu 3.591 milliards d'euros, sur la période 1999-2017, et l'Italie 4.325 milliards ; tandis que l'Allemagne aurait gagné 1.893 milliards d'euros et les Pays-Bas 346 milliards.

Mais le pire est qu'il faudra quémander auprès des Allemands pour obtenir éventuellement des prêts. Le temps de la grande Allemagne est revenu. Ce déclassement est une honte pour les Français !

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)